



Annie CRÉPIN, *La conscription en débat, ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République (1798-1889)*, Arras, Artois Presses Université, 1998, 253 p.

Natalie Petiteau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/297>

DOI : 10.4000/ch.297

ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2000

ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Natalie Petiteau, « Annie CRÉPIN, *La conscription en débat, ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République (1798-1889)*, Arras, Artois Presses Université, 1998, 253 p. », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 45-3 | 2000, mis en ligne le 13 mai 2009, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ch/297> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.297>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Annie CRÉPIN, *La conscription en débat, ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République (1798-1889)*, Arras, Artois Presses Université, 1998, 253 p.

Natalie Petiteau

- 1 Ce bel ouvrage livre tout d'abord une analyse des débats qui se sont développés autour de la conscription. Car si, finalement, la législation ne modifie guère les principes de la levée d'hommes de 1789 à 1889, les débats n'en ont pas moins été présents dans les assemblées à chaque nouveau projet de loi. Or, de la loi Jourdan à celle de 1872 en passant par la loi Gouvion-Saint-Cyr et le projet Niel, ceux-ci sont révélateurs du sens que tel ou tel donnait au service militaire et, par là même, de la conception que chaque député ou chaque groupe politique se faisait de l'appartenance à la nation. Par ailleurs, une fine étude de l'attitude des populations face au recrutement montre comment il faut croiser les facteurs politiques, sociaux, économiques et culturels pour comprendre les cartes, bien difficiles à élaborer, des attitudes à l'égard de la conscription. On voit ainsi comment l'on pouvait être royaliste sans pour autant se plier aux injonctions des agents de recrutement de la Restauration. En revanche, on observe comment la Lorraine, française depuis peu de temps, n'épargne pas ses efforts pour donner des soldats aux armées de la France. Bref, Annie Crépin montre ici comment une histoire militaire judicieusement menée est une voie essentielle à la compréhension de la société française du XIXe siècle.
- 2 Le XIXe siècle voit d'ailleurs s'atténuer la violence du refus, parce que l'impôt du sang apparaît en effet, conformément aux promesses de la loi de 1818, d'un poids démographique faible tandis que le remplacement se fait plus facilement et à un moindre coût. Et la poursuite de la diminution de la violence anti-conscriptionnelle sous la Monarchie de Juillet traduit la réussite d'une acculturation des ruraux.

Inversement, dans certains départements, s'il n'y a plus de révolte ouverte, c'est parce que le recours aux moyens détournés se fait plus aisément : l'apprentissage du détournement de la loi ferait-il aussi partie du processus d'intégration ? En tout cas, ces progrès se poursuivent sous le Second Empire, alors même que la guerre est de nouveau menaçante : la conscription entre donc dans les habitudes des Français.

- 3 Mais si elle contribue à l'intégration des citoyens français, elle pose aussi la question de l'intégration des étrangers. La conscription fait problème notamment dans les zones frontalières : faut-il soumettre au recrutement les fils d'étrangers établis en France depuis plusieurs années ? Question d'autant plus importante que cette population étrangère est comptabilisée dans les effectifs sur la base desquels est défini le contingent que le département doit fournir. L'organisation de la conscription renvoie décidément à la définition de la citoyenneté et de l'identité françaises. Cependant, le devoir militaire demeure longtemps perçu comme un résultat et non comme un facteur de l'acculturation.
- 4 Toujours est-il que l'observation des modalités de la mise en œuvre de la conscription révèle la difficulté des législateurs à prendre en compte les réalités économiques et sociales, alors même qu'elles sont essentielles à la compréhension des attitudes à l'égard du service. Menant avec précision une analyse de la façon dont l'accès à la propriété a pu influencer sur le refus ou l'acceptation des levées d'hommes, Annie Crépin étudie par ailleurs, de façon théorique, le rapport remplaçant/remplacé et souligne ce que l'armée peut signifier, socialement, pour le remplaçant. Finalement l'ouvrage tout entier est une belle démonstration de la façon dont le service est devenu un "instrument de citoyenneté". Voici donc un livre qui permet de se réconcilier définitivement, mais Jean-Paul Bertaud nous y avait déjà magistralement invités, avec l'histoire militaire, qui n'est désormais plus une histoire des batailles, mais qui apporte une pierre essentielle à l'histoire sociale.